

CONCLUSION

Face à la désagrégation du socialisme au pouvoir, il est facile de tomber dans la critique personnelle et de mettre la responsabilité des échecs à la charge des seuls dirigeants de la S.F.I.O. J.P. Sartre cède à cette tentation en écrivant violemment à propos de Guy Mollet : "je ne connais personne dans l'histoire qui ait trahi tant de gens à la fois. Ses alliés d'abord. Avant même de constituer le gouvernement, il sacrifiait M. Mendès-France aux exigences du M.R.P.

Les électeurs ensuite. Ils l'avaient porté au pouvoir parce qu'il avait promis de faire la paix. Les voici, maintenant, avec deux conflits sur les bras.

Et puis, généralement tous les Français : il a fait couler pour rien le sang des soldats, il a désorganisé l'économie française par une équipée criminelle et imbécile, il a réalisé contre notre pays l'unanimité des Nations-Unies. Il a montré à tous une France abjecte dans laquelle nous refusons de nous reconnaître : cruelle contre les faibles et lâche devant les forts.

Enfin et surtout... il a trahi son parti.

Sur tous les tableaux, la droite gagne : elle atteint son objectif et le socialisme est dans la m... On donnera le temps à M. Mollet de faire appliquer toutes les mesures impopulaires que ses fautes rendent inévitables ; ensuite la droite crèvera cette baudruche et reprendra le pouvoir aux applaudissements unanimes. En ce temps-là, le fascisme sera tout proche et la S.F.I.O. liquidée".(1)

Nous avons vu dès le début de ce travail que le patriotisme, plus ou moins bien compris par les socialistes, pouvait les amener à des extrémités que Guy Mollet ne fait que personnifier en 1956-1957. Aussi

(1) J.P. Sartre dans "L'Express" du 18 janvier 1957

Daniel Mayer a-t-il raison d'écrire : "Je n'ai pas de complexe à parler de Guy Mollet et de sa politique. Au surplus, j'ai tort d'écrire SA politique. Il s'agit de la politique que la S.F.I.O. a acceptée depuis tant d'années, qu'elle a laissé faire, mieux (ou pis), qu'elle a préconisée, voire encouragée, à laquelle, dans le plus mauvais des cas, elle s'est résignée. En bref, qu'elle a permis qu'on fasse en son nom..."(2)

Guy Mollet, les autres ministres socialistes et les responsables de la S.F.I.O. traduisent effectivement le sentiment de leur base et au-delà celui de l'opinion publique mais "avoir l'opinion publique derrière soi n'est aucunement le signe qu'on est dans la juste voie... précisément, la démocratie consiste moins à suivre l'opinion qu'à l'informer, c'est-à-dire, en partie, à lui résister : à combattre son penchant naturel vers les explications simplistes, les solutions faciles".(3)

C'est un fait indéniable que le Gouvernement de Front républicain fut en accord avec la majorité de la population dans ses aventures extérieures (les sondages l'ont confirmé) : "Plus important encore que le soutien loyal de son parti était pour Guy Mollet l'appui de l'opinion publique, dont il "sentait" les réactions avec une intuition extraordinaire. En France, comme partout, un homme politique à qui ses amis reprochent de "faire passer le pays avant le parti" voit en général grandir sa popularité auprès de l'ensemble de la nation. Si Guy Mollet fit montre d'un mépris injustifié à l'égard des intellectuels et de leurs critiques, il ne fit en cela que suivre la masse des Français. S'il fut nationaliste en 1956, le pays le fut aussi ; s'il se tourna vers le général de Gaulle en 1958, ce fut avec toute la France". (4)

Le phénomène d'identification de Guy Mollet à son parti se double en effet d'une autre identification qui a permis si facilement au Président du conseil de s'appuyer sur l'approbation populaire qu'il

(2) D. Mayer : "Pour une histoire de la gauche", op. cit., p. 307.

(3) J.M. Domenach dans "l'Express" du 12 avril 1957.

(4) P. Williams, op. cit., p. 166.

n'avait d'ailleurs pas suscitée sans démagogie : c'est celle de l'adéquation entre le personnage même de Guy Mollet et celui, mythique, du fameux "Français moyen" : "Du socialisme de la Cité radieuse, on était passé au socialisme de la Cité Malesherbes. Et tout cela sous la conduite d'un brave type sorti vraiment du peuple, qui avait été pion pour payer ses études, qui avait l'oreille des militants de base comme pas un, qui vous parlait le clope au coin de la bouche et les mains dans les poches, un modeste en qui des millions de petites gens pouvaient se reconnaître". (5)

Les classes moyennes anciennes ou nouvelles qui s'expriment de façon privilégiée à travers la S.F.I.O. ont toujours eu une place ambiguë sur le plan économique et social, tiraillées entre les deux pôles principaux de la lutte des classes. La doctrine socialiste s'égarant sur la nature de la IVe République, le P.C.F. s'étant fourvoyé pour longtemps

(5) M. Winock, op. cit., p. 65. Dès le 27 janvier 1956, Paris-Presse dressait le portrait suivant du futur Président du conseil : "Il est peu d'hommes politiques qui ressemblent autant à un Français moyen que Guy Mollet." Rappelons à ce sujet la remarque de M. Lavau sur le sens le plus fréquent de ce mythe du Français moyen : "Dans le débat politique français, aucun parti - à l'exception du Parti communiste et, à un bien moindre degré, du "Parti paysan" - ne peut sans mensonges (ou sans se trahir) affirmer qu'il parle au nom de tel groupe ou intérêt nettement déterminé. De là, une perpétuelle ambiguïté et cette prétention d'exprimer "l'intérêt général", "l'opinion publique", "le peuple français" ou "le Français moyen", en un mot : des fétiches ; car de même que "le Français moyen" est une abstraction, de même "l'intérêt général" n'est qu'une fiction imaginée par les juristes pour masquer des intérêts particuliers dont on veut légitimer la domination". (G. Lavau, op. cit., p. 145).

dans le stalinisme, le parti socialiste livré à lui-même ne dispose plus en 1956 de véritable leader capable de lui permettre de maintenir le cap à gauche. Loin de toute conception élitiste, nous devons tout de même constater que le rôle des hommes, des dirigeants, a toujours été déterminant dans l'histoire récente du socialisme français à cause de sa structure, de son organisation et de la diversité même de sa clientèle qui rend les arbitrages indispensables. Un "traître à sa classe" comme Léon Blum a pu empêcher pendant vingt cinq ans la "radicalisation" de la S.F.I.O. grâce à un magistère moral et intellectuel servi par des circonstances plus favorables au maintien d'une "ligne de gauche". Ceux qui lui succèdent, venus des classes populaires par l'intermédiaire de l'économisme planiste, du guesdisme, et toujours de l'appareil du parti, ne disposent plus des moyens de distanciation nécessaires à l'égard d'une base sociale de moins en moins cohérente.

L'un des faits nouveaux marquant le socialisme français sous la IV République, c'est bien cette accession aux responsabilités majeures de militants - produits du parti. (6) Ayant toutes les qualités de celui-ci, ils en ont aussi tous les défauts. Leur origine et leur expérience politique les prédisposaient à être extrêmement sensibles à l'influence de leur organisation et de leur clientèle très diversifiée.

Il nous semble cependant trop simplificateur de dire que "l'attitude de Guy Mollet pendant la guerre d'Algérie correspond sociologiquement à la nature de sa clientèle électorale qu'il connaît mieux que personne" (7). Dans la mesure même où la S.F.I.O. est marquée par une grande hétérogénéité, aucune détermination sociale décisive et systématique n'en découle en ce qui concerne les positions prises par ses dirigeants ou ses Congrès. M. Julliard approche de plus près la réalité lorsqu'il écrit : "La politique suivie par le secrétaire général de la

(6) ou de la C.G.T. d'avant-guerre pour MM. Pineau, Lacoste, Gazier par exemple.

(7) P. Miquel, *op.cit.*, p. 92

S.F.I.O. résulte pour une large mesure d'un choix personnel, qu'il a fait ratifier sans difficulté par son parti et le Parlement. Mais au lendemain de la victoire du Front républicain, l'un et l'autre étaient prêts à soutenir la politique inverse. On a trop décrit le problème algérien en termes d'impératifs rigoureux et d'exigences inéluctables, oubliant qu'en ce début de 1956, c'est délibérément que Guy Mollet donnera la priorité à la pacification sur la négociation, alors qu'il eût pu tout aussi bien s'engager dans la voie inverse, comme chacun, adversaire ou ami, s'attendait d'ailleurs de le lui voir faire". (8)

"S'engager dans la voie inverse" restait en effet une possibilité offerte par l'ambiguïté de la nature de la S.F.I.O. mais elle supposait une alliance à gauche avec le P.C.F., alliance encore prématurée. Tous les déséquilibres devaient en naître ainsi que l'échec du grand dessein social-démocrate de la S.F.I.O. : en la matière aussi le rôle des hommes fut déterminant. Laissons-nous prendre un instant au jeu des hypothèses : si la rivalité personnelle entre MM. Mendès-France et Guy Mollet n'avait pas atteint le point d'hostilité à peine déguisée que l'on a décrit, on peut imaginer que, sur le plan politique tout au moins, une alliance entre le radicalisme rénové et une S.F.I.O. dépoussiérée et décrispée aurait eu de bien meilleures chances d'instaurer en France ce grand courant réformiste appelée par les vœux discrets de beaucoup. Au lieu de cela, la S.F.I.O. resta prisonnière de ses démons traditionnels tandis que le mendésisme montrait sa fragilité en se délitant sous les coups de ses contradictions internes. Le Front républicain, cartel électoral insipide, pouvait être l'amorce de ce néo-travailleurs tant espéré. Faute d'avoir pu renforcer sa cohésion sociale, miné par des rivalités insurmontables, il se désagrégea et se trouva finalement aimanté par les partis de la vieille troisième force, prélude à l'union nationale. Le souhait encore exprimé par Guy Mollet, en février 1958, de voir se constituer un grand parti de la "démocratie socialiste" ne correspond plus à la réalité (9). Son heure est passée

(8) J. Julliard, *op. cit.*, p. 213.

(9) cf. Guy Mollet : *"Bilan et perspectives socialistes"*, *op. cit.* p.98 sqq.

avec l'échec face au problème algérien.

Cet échec n'est pas seulement celui de la S.F.I.O. de la IVe République : c'est celui de l'ensemble du mouvement socialiste français à l'égard du problème national dans son ensemble. Nous avons vu que ses causes remontaient fort loin dans son histoire. Les circonstances de 1956-1957 ne font que le rendre plus spectaculaire en mettant en scène des responsables qui ont eu la malchance d'accéder au pouvoir dans un contexte qui dépassait leurs capacités. M. Duverger peut paraître sévère lorsqu'il parle de "médiocrité" : "ce qui frappe dans l'équipe dirigeante actuelle de la S.F.I.O., si on la compare aux précédentes depuis 52 ans, à de rares exceptions près, c'est la médiocrité. Beaucoup d'habileté parlementaire, de ruse manoeuvrière, de technique dans le maniement de l'appareil, mais aucun brio, aucun éclat, aucun rayonnement. De bons bureaucrates, consciencieux, appliqués, travailleurs... Quand les médiocres détiennent l'autorité, il sont naturellement portés à en abuser : c'est presque une loi sociologique. Quel autre moyen pour eux de s'affirmer, de prouver à eux-mêmes et aux autres une supériorité qu'ils ne possèdent pas ? Quoi d'étonnant s'ils ont sauté sur l'occasion que leur fournissait la crise de l'opinion française pour jouer les "durs" ? (10)

Nous nous contenterons de donner au mot médiocre son sens classique qui rejoint en fin de compte les aspirations d'une S.F.I.O. prisonnière de cette masse informe représentée complaisamment par le concept de "Français moyen" (11). Ce manque d'envergure des représentants de la S.F.I.O. les conduisit à suivre une politique de facilité qui était seulement celle de la plus grande pente de leur clientèle électorale. C'est ainsi que "les socialistes firent partie des "fossoyeurs" de la IVe République, moins parce qu'ils avaient trahi la volonté du peuple français que parce qu'au contraire, il en avaient été le trop fidèle miroir" (12).

(10) *"Le Monde"* du 12 juillet 1957.

(11) Le titre du pamphlet publié en 1969 par les animateur du CERES semble largement justifié dès 1956 : "Socialisme ou social-médiocratie ?"

(12) P. Williams, *op. cit.*, p. 166.

La sensibilité de la S.F.I.O. à l'exploitation du sentiment patriotique est le signe tangible de son intégration au jacobinisme qui domine depuis cent soixante ans la société française : elle l'a conduit à s'enfermer dans une aventure algérienne qui ruintera la démocratie républicaine et lui otera ses dernières velléités de résistance.

La défaillance ultime du parti socialiste, le vote de la confiance au Général de Gaulle le 1er juin 1958, passe pour le coup de pied de l'âne au régime agonisant. Ce jour-là, le groupe parlementaire et le Comité directeur décident, avec l'aval de la direction du parti, de laisser leur liberté de vote aux députés. Le sort de la République qu'ils ont créée et soutenue plus que quiconque est en jeu, et les socialistes sont incapables de faire appliquer la discipline de vote qui leur est si chère ! A dix-huit ans d'intervalle, le 1er juin 1958 comme le 10 juillet 1940, le régime peut disparaître, la S.F.I.O., s'affirmant encore parti révolutionnaire, laisse chacun de ses membres se débattre avec ses problèmes de conscience (13). Enfin, comble de la dislocation du socialisme français, MM. Mollet, Lejeune et Thomas sont laissés libres de participer "à titre personnel" au gouvernement de Gaulle !

Cette conduite suicidaire du socialisme en 1958 est le reflet de sa dilution totale dans la société française. Elle est le pendant logique de la disparition de sa doctrine, dont nous avons évoqué les différentes étapes. Sa diversité sociale enfin l'empêche de prendre une orientation politique précise (On sait, au demeurant, qu'en la matière il n'existe pas d'automatisme : ainsi les partis sociaux-démocrates européens, authentiquement ouvriers, ont presque tous glissé bon gré mal gré vers la collaboration de classes).

(13) 49 députés socialistes refuseront la confiance au Général de Gaulle ; parmi eux les minoritaires de 1957 rejoints par MM. Pineau, Gazier, Le Bail, Leenhard, Tanguy-Prigent, Loustau, Métayer. 42 autres voteront la confiance, parmi lesquels MM. Mollet, Deixonne, Lacoste, Lejeune, Provo, Ramadier.

Le Front républicain permet de dévoiler la vanité du socialisme français : absence de troupes socialement homogènes, absence de doctrine cohérente, absence de leaders d'envergure suffisante, c'est la conjonction de toutes ces lacunes qui est mise en lumière par les dangereuses épreuves de la fin de la IV^e République. C'est cette conjonction aggravée par les événements de la décolonisation qui fait éclater la baudruche qu'était devenue la S.F.I.O. en 1958. Et pourtant ! Son bilan n'était pas négligeable : les réformes sociales de 1956, la "loi Defferre" sur les territoires d'Outre-mer, pour ne citer que ces exemples, ont constitué des avancées appréciables. Elles étaient cependant destinées à être rapidement dépassées car tous les gardes-fous du système économique et politique libéral subsistaient et condamnaient une expérience "auto-limitée" dès le départ.

Il ne reste aujourd'hui du Gouvernement de Front républicain et de cette dernière expérience du socialisme gouvernemental qu'un fort mauvais souvenir : celui d'aventures néo-coloniales qui précipitèrent la fin d'une République en faisant courir le risque de la dictature. Cette mémoire sélective et injuste a le mérite de mettre en valeur un trait dominant sur lequel on ne saurait trop insister : le socialisme français s'est dévoyé en 1956-1957 au nom d'une "certaine idée de la France", idée selon laquelle la République démocratique ne pourrait survivre que grâce à la plus grande étendue territoriale de sa souveraineté. L'intégration de la S.F.I.O. à la société qu'elle avait pour mission d'abattre relève essentiellement de sa soumission à cette conception passéiste issue d'une déformation du sentiment patriotique.